

protégés contre les renversements subits et dramatiques de la politique économique.

[Traduction]

Pour tout dire, l'économie du Canada est trop importante pour être laissée aux mains du cabinet et d'une poignée de ses bureaucrates. Il faut . . .

M. Hnatyshyn: Surtout de ce cabinet-ci.

M. Clark: De celui-ci ou de n'importe quel autre, mais celui-ci est particulièrement dangereux, car nous voyons ce qu'il est capable de faire.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Nous parlons ici d'une méthode, et dans un pays démocratique où le secteur privé est tellement plus important pour notre expansion que le secteur gouvernemental, d'une méthode qui permettra à tous ceux que touchent directement les grandes décisions économiques d'infléchir ces décisions. Il faut donc trouver un procédé par lequel on libérera le gouvernement du carcan où l'enferment ses propres avis et conseillers, et aller chercher les conseils prudents de tous ceux qui souhaitent autre chose pour le Canada que la simple relance de l'économie.

Nous traversons aujourd'hui une crise grave, et ceci pour deux raisons. La première, c'est que nous avons un gouvernement qui, fondamentalement, ne se soucie guère de l'économie. Il a été porté au pouvoir avec le mandat d'unifier le pays, et il sera jugé un de ces jours sur ce qu'il aura su faire à ce titre; on en voit déjà les résultats qui se sont précisés depuis quelques mois au Québec et depuis déjà quelques années, dans l'Ouest du Canada et dans d'autres régions.

L'autre raison de la crise actuelle, c'est que le gouvernement a persisté à rester sourd à l'opinion publique, et ceci doit changer. Nous en voyons les conséquences, monsieur l'Orateur, tout autour de nous. Nous sommes en pleine crise aujourd'hui. Je le répète, c'est une politique de bombes à retardement, et elles sont toutes prêtes à éclater. Le budget est en préparation et il doit être encore temps, il me semble, de le retoucher. Ces deux derniers jours, nous avons demandé que le gouvernement s'engage nettement à créer de l'emploi, et que ce soit là sa toute première priorité. Mais comme il ne nous a donné encore aucun engagement à cet égard, le seul moyen que nous ayons en tant que représentants du peuple du Canada, et en tant que représentants des chômeurs du Canada, qui, cela est évident, n'ont aucun porte-parole chez les ministériels, pour l'obliger à voir les choses en face, ce gouvernement qui, effectivement, se demande ce que c'est après tout qu'un million de chômeurs, c'est d'amener le débat sur cette question, comme nous le faisons aujourd'hui.

Le ministre des Finances doit nous dire ce qu'il a l'intention de faire. J'espère qu'il nous donnera une idée de l'orientation générale qu'il compte prendre. J'espère qu'il s'engagera d'une manière ou d'une autre à donner la priorité dans son budget à la création d'emplois pour les Canadiens qui sont aujourd'hui sans travail et j'espère qu'il s'engagera à ce que le budget ouvre la voie à un processus de prises de décisions beaucoup

Politique économique

plus ouvert. A l'avance, je m'excuse auprès du ministre de ce que je devrai prendre connaissance de la plus grande partie de ses propos dans le hansom . . .

M. Macdonald (Rosedale): Voyons!

M. Clark: Il vous a fallu m'écouter jusqu'au bout et je m'en excuse. Mais je lirai vos propos avec le même intérêt que j'y mets habituellement. J'espère que le ministre mettra fin, dans son intervention d'aujourd'hui et dans le prochain budget, à l'attitude malheureuse que lui et ses collègues ont adoptée jusqu'à maintenant, attitude de mépris pour les chômeurs du Canada, d'aveuglement devant le besoin de stabilité économique et de croissance qui se manifeste au Canada, et d'abandon devant le devoir fondamental qui leur incombe de diriger l'économie nationale. Il est clair que si rien ne change, la Chambre devra, à la majorité, adopter cette motion et blâmer le gouvernement de n'avoir pas donné comme il le devait une impulsion à l'économie nationale.

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, les Canadiens sont en bien mauvaise posture. Partout au Canada, nous connaissons la pire crise de chômage depuis la dépression et, au Parlement, nous avons un gouvernement qui, comme nous avons pu le constater jour après jour depuis septembre dernier, ne se préoccupe pas du problème et ne sait pas comment le régler. De même, la période de la dépression, au lieu d'engendrer chez le gouvernement de l'époque des idées nouvelles et audacieuses, n'avait fait qu'ajouter à la rigidité de la politique économique conservatrice. Et aujourd'hui encore nous avons un gouvernement qui guette d'un mois à l'autre le chiffre du chômage et offre les explications les plus absurdes qu'on puisse imaginer.

● (1610)

Hier encore, à la Chambre des communes, le premier ministre (M. Trudeau) a dit que la cause—non pas unique, mais une des principales—de cette situation était que les Canadiens vivaient au-dessus de leurs moyens. Je croyais entendre à nouveau R. B. Bennett. J'ai trouvé cette affirmation du premier ministre à la fois incroyable et pénible. Incroyable, parce qu'il devrait être mieux renseigné, et je pense qu'il l'est. Pénible, parce que ses paroles trahissent une insensibilité presque inimaginable à l'égard du million et plus de chômeurs au Canada. Certains Canadiens vivent au-dessus de leurs moyens et je pense que le premier ministre en est un bon exemple. Ce n'est sûrement pas le cas des pauvres et des chômeurs.

Le gouvernement actuel fait preuve d'irréflexion, d'inaction et d'insouciance. Il nous répète des poncifs qui puent le pire des conservatismes économiques et je ne dis pas cela pour rire. Loin de nous valoir une quelconque application originale d'idées nouvelles ou la réalisation d'idées progressistes qui ne seraient pas nécessairement neuves, la crise actuelle nous fait découvrir un gouvernement en état de léthargie. Je crois que la réaction du gouvernement devant cet état de chômage ne peut être décrite que comme une régression traumatisante. Les conséquences humaines et économiques de l'inactivité forcée de un million de personnes le laissent indifférent.